



Les ministères en charge des questions foncières et agricoles s'engagent à intégrer les questions de gouvernance foncière dans l'agriculture

Addis-Abeba, Éthiopie, le 4 octobre 2016 (CEA) - Les ministères de l'agriculture et ceux en charge des questions foncières des pays africains se sont réjoui du lancement des projets pilotes qui visent à intégrer la gouvernance foncière dans les stratégies et les plans agricoles et s'engagent à faire en sorte que les deux ministères collaborent afin de garantir que les programmes de réforme agraire donnent des droits d'acquérir des terrains, offrent une égalité d'accès à la terre et promeuvent des investissements agricoles responsables pour faire avancer l'agriculture et la transformation rurale.

« La plupart de nos ministères en charge des questions foncières ont travaillé sur les réformes agraires, mais indépendamment du secteur agricole. « Grâce à ce projet, nous établirons des liens avec nos collègues de l'agriculture afin d'intégrer nos programmes pour un meilleur résultat », fait remarquer Mme Euphemia du Ministère en charge des questions foncières et du logement, du Malawi, lors de son allocution à la fin de l'atelier de lancement de deux jours qui s'est tenu les 3 et 4 octobre 2016.

L'atelier de lancement a été organisé par l'Initiative pour les politiques foncières (IPF) en collaboration avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) pour le lancement d'un projet pilote qui vise à intégrer les préoccupations de gouvernance foncière dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) dans six pays : la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Madagascar, le Malawi, le Rwanda et la Tanzanie.

Dans son allocution, M. Stephen Karingi, Directeur de la Division pour le renforcement des capacités (CDD) et Directeur par intérim de la Division de l'intégration régionale et du commerce (RITD) de la CEA fait remarquer que le lancement du projet pilote est l'aboutissement de multiples efforts fournis par l'IPF au cours des cinq dernières années.

Ces efforts ont généré des éléments de preuve, sensibilisé et renforcé les capacités pour intégrer les préoccupations de la gouvernance foncières dans les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) du PDDAA. Une telle activité résulte d'une étude menée en 2012-2013 par l'IPF, en collaboration avec l'Agence du NEPAD pour examiner comment les préoccupations de la gouvernance foncière sont reflétées dans les accords du PDDAA et les PNIA de trente (30) pays.

La principale recommandation de l'étude, dont les résultats ont été validés lors du Forum sur la plate-forme des partenariats du PDDAA (PDDAA-FPP) en octobre 2013, appelait à créer des projets pilotes dont les leçons tirées serviraient de ciblage efficace pour des interventions de

gouvernance foncière dans le cadre de l'exécution des programmes agricoles.

« Ce projet pilote générera des éléments de preuve, sensibilisera et renforcera les capacités de nos États membres à mieux aborder les préoccupations telles que l'inégalité d'accès à la propriété par les femmes, l'insécurité du régime foncier, notamment dans les territoires communaux, une cartographie et un aménagement du territoire inadéquats en vue de guider les investissements relatifs au foncier », fait remarquer M. Karingi.

« Le projet examinera également la possibilité d'intégrer des indicateurs de gouvernance foncière dans les cadres de résultats et d'évaluation pour le suivi des programmes du secteur agricole au niveau national. « Ce sont des éléments essentiels pour parvenir à une transformation agricole et rurale ».

L'atelier de lancement est parvenu à établir un consensus sur la méthodologie, le délai, les rôles et les responsabilités des différents acteurs qui seront impliqués dans le projet pilote.

L'atelier a identifié plus particulièrement des développements spécifiques dans chacun des six pays qui servent de points d'entrée pour une mise en place efficace en matière d'intégration de la gouvernance foncière dans le secteur agricole d'une part et des préoccupations foncières agricoles dans des programmes fonciers d'autre part.

Le projet mettra ainsi à profit les synergies et fournira des contributions importantes aux efforts en cours pour examiner les plans du secteur agricole, les réformes politiques foncières et la mise en place de programmes dans les secteurs foncier et agricole.

Félicitant les participants pour leur engagement à mettre en œuvre le projet pilote, M. Harold Liversage, Conseiller principal de propriété foncière, au Fonds international de développement agricole (FIDA), exprime le vif intérêt et l'engagement du Fonds au projet et indique que la réussite du projet renforcerait également les opérations du FIDA au niveau des pays.

Il réitère l'engagement continu du FIDA à l'appui de la mise en œuvre de l'IPF et de sa stratégie et fait remarquer que FIDA n'a pas failli dans son soutien à l'IPF depuis sa création il y a plus de dix ans.

Outre les représentants des ministères de l'agriculture et ceux en charge des questions foncières, les partenaires, y compris, l'IFPRI, le GIZ, l'Action Aid, l'Agence Suisse pour le développement et la coopération (DDC) et l'USAID ont pris part à l'atelier.

Publié par:

La Section des communications

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org ^[1]

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/stories/les-minist%C3%A8res-en-charge-des-questions-fonci%C3%A8res-et-agricoles-s%E2%80%99engagent-%C3%A0-int%C3%A9grer-les>

Links

[1] <mailto:ecainfo@uneca.org>